



Parlons-en, 7 juillet 2011

Le droit à la santé et l'accès aux soins

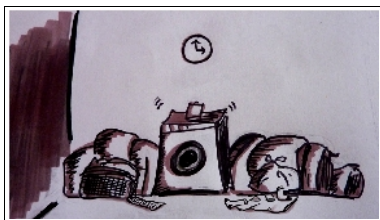
Un peu plus de 25 personnes réunies aujourd'hui à la « Maison des habitants Centre-ville » (anciennement Centre social Vieux Temple). Gens de la rue ou ex-de la rue, précaires, professionnels, bénévoles, militants et un élu de la ville de Grenoble (M.Noblecourt, adjoint à l'action sociale et familiale à Grenoble, co-président de la commission Logement de la Métro) : des regards à croiser pour réfléchir aux problématiques d'accès à la santé, thème de la rencontre d'aujourd'hui.

Les actus de la rue

La Place a fermé

« **Lundi dernier, c'était la fin de La Place. Sur les 18 occupants, beaucoup ont été relogés, il manque encore des solutions pour 3 ou 4 personnes** ». Seul lieu de vie pour les gens de la rue et leurs chiens, ouvert toute l'année le jour et la nuit, « La Place » était un endroit unique à Grenoble. Des participants s'échangent des nouvelles sur l'un des anciens résidents : il a posé ses affaires au CHRS où il a été relogé, mais certains s'inquiètent de ne pas l'avoir vu y dormir. On échange sur la difficulté à trouver un logement ou un hébergement et d'y vivre : « si tu te retrouves du jour au lendemain au CHRS, ou même que tu arrives dans un appartement, souvent, tu continues à faire ta vie dans la rue. Tu ferais quoi tout seul entre quatre murs ? »

Où peut-on laver son linge ?



« **Point d'Eau, c'est le seul endroit où tu peux aller laver ton linge. Du coup, les machines sont toujours saturées** ». Comment imaginer un autre dispositif qui permette de laver son linge quand on est en situation difficile? « **Tu n'as qu'à venir chez moi, j'ai une machine** ». Au-delà des solutions

d'entraide de personne à personne, les participants réfléchissent à un dispositif collectif. On pense à un lieu supplémentaire, « **dans un endroit central, qu'on n'ait pas à traverser la moitié de la ville avec le linge sur le dos** ». Un système de carte est aussi proposé, avec un nombre de lavages programmés, qui donnerait accès aux lavomatics de Grenoble. Une idée à creuser.

Pourquoi le « Centre social » est-il devenu « Maison des habitants » ?

« **Parfois, les centres sociaux sont des lieux mal vus, où ne vont que ceux qui ont des problèmes... On veut en faire des lieux ouverts à tous, où peuvent se construire des projets collectifs d'habitants** ».

Le changement de nom du centre social s'accompagne d'une redéfinition du lieu. « **Les formes de pauvreté et de précarité ont évolué, et les services doivent être accessibles à des populations différentes** ». Une des idées qui fondent cette redéfinition est qu' « **on ne définit pas l'action sociale entre élus, techniciens et professionnels. On doit construire des outils avec les habitants** ». Les équipements, les services publics sont très segmentés : dans un quartier, il y a le lieu pour les jeunes, le lieu pour les personnes âgées, le lieu pour les personnes en difficultés... Comment encourager la rencontre ? Les « Maisons des habitants » développent cette volonté de croisement, pour sortir de l'enfermement voire de la stigmatisation. « **On veut que les centres sociaux deviennent de vrais lieux de vie dans les quartiers. Que des gens différents s'y croisent, que des actions collectives y naissent** ».

Le Fournil

« **Il y en a qui ne respectent même pas le repas qu'on te donne. Personne n'est là pour encadrer, et quand nous on s'y met, ça nous retombe dessus, on nous reproche d'être violents!** ». Les participants reviennent sur les problèmes rencontrés au Fournil. Une personne souligne que les horaires d'ouverture ont été réduits. D'autres évoquent les problèmes de respect, chez les personnes qui y mangent, mais aussi du personnel. On apprend que le Fournil a perdu l'agrément de chantier d'insertion cuisine, et que la nouvelle équipe travaille à la redéfinition d'un projet pour la structure. On propose d'organiser une rencontre à la rentrée avec les gens du Fournil.

Le droit à la santé et l'accès aux soins

On accueille Patrick Baguet, médecin territorial à la Métro, Robert Allemand, médecin à Médecins du Monde, et Catherine Chauveaud de l'Observatoire Des Non-Recours aux droits et services (ODENORE).

CMU, CMUC, ACS, AME... Le parcours du combattant



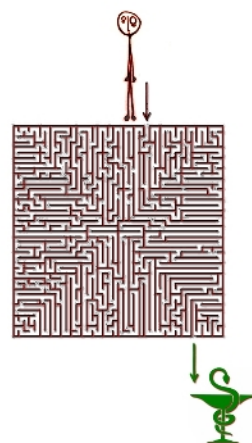
“C’est un épuisement quand tu es dans la galère, tu dois te battre en permanence pour accéder à tes droits. Sécu, CAF, Assedics... Dès que tu lâches prise deux mois, il faut tout recommencer. C’est une vraie violence, la violence des institutions”. Les démarches administratives sont très lourdes, on se noie vite sous les procédures, et on n’a pas tous les mêmes armes pour monter des dossiers. **“La grande majorité des gens qui viennent à Médecins du Monde n’ont pas de droits ouverts à la Sécurité sociale, alors qu’ils pourraient les avoir”.**

Contre les logiques de suspicion

“Beaucoup d’administrations, dont la CPAM, ont des logiques de travail orientées vers la lutte contre la fraude. On est devenu des spécialistes de la détection informatique.” Des droits sont créés, mais tout est fait pour qu’il soit difficile d’y accéder: on est dans une logique de mérite là où devrait s’imposer un principe de droit. **“Pour 1 personne qui fraude, il y a au moins 10 personnes qui sont en situation de non-recours!”**

Le non-recours

“A Grenoble, il y a pas mal de dispositifs pour la santé des personnes en précarité, mais on a de plus en plus de mal à faire accéder les gens au droit commun. Les non-recours augmentent. Les droits existent mais ils sont mal appliqués.” On échange sur le “non-recours”, notion qui renvoie à toute personne éligible à une prestation sociale qui ne la perçoit pas - par choix, par calcul, par méconnaissance, par difficulté... Les cas de non-recours chez les personnes en situation difficile sont nombreux. Les personnes attendent avant d’aller se faire soigner, elles n’ont pas les droits auxquels elles peuvent prétendre, le suivi est moins bon... alors même que, souvent, les pathologies sont plus lourdes.



Changer les pratiques des médecins

“Quand un dentiste te dit “Moi, la CMU, je ne prends pas, allez donc voir quelqu’un d’autre”, tu as ton honneur, c’est dur à encaisser.” On échange sur le refus de certains médecins, notamment les spécialistes, de recevoir des patients bénéficiaires de la CMU. Une

participante membre de l'AGECSA (Association de Gestion des Centres de Santé de Grenoble) alerte aussi sur les inégalités de traitement: "La moyenne d'une consultation chez un généraliste est de 14 minutes pour les précaires, 17 minutes pour les cadres, alors que les problèmes de santé sont généralement plus lourds chez les personnes en difficulté". Un des défis est de changer les pratiques des médecins libéraux.

Toxicologie, psychiatrie: quelles structures?

"On reçoit des personnes qui ont de gros problèmes d'accès aux soins, notamment concernant les traitements de substitution aux opiacés". Un membre de AIDES présente les difficultés des personnes toxicomanes sans ressources financières. **" Soit on mange, soit on se paye du Subutex... C'est une galère quotidienne pour les personnes précaires, avec des délais et des procédures complètement inadaptés à leur quotidien."** Il ajoute que les toxicomanes sont un des publics les plus stigmatisés auprès du personnel soignant. On évoque aussi le cas de la psychiatrie, avec la transformation de l'ancien "Pôle Psychiatrie Précarité" en "Equipe Mobile Psychiatrie Précarité". Autre nouvelle: la Permanence d'Accès aux Soins de Santé (PASS) du CHU va augmenter. Un changement important, puisque l'hôpital est souvent considéré par les personnes démunies comme le seul recours pour accéder aux soins. Par ailleurs, la PASS psychiatrique (autrefois à St Egrève) sera désormais au CHU de la Tronche.

On a parlé du Fournil, des lieux qui ferment, des patients en précarité, de la violence institutionnelle, des difficultés administratives ou personnelles à avoir recours à ses droits;

On a décidé de réfléchir à un dispositif supplémentaire pour laver son linge, d'organiser une rencontre avec les membres du Fournil, de se revoir à la rentrée avec du nouveau pour le projet d'auto-construction.



Pas de Parlons-en en Août!
Prochaine rencontre: Jeudi 8 Septembre 2011, 10h,
Maison des Habitants-Centre Ville
Bon été à tous!



Plus d'infos sur:

- le Parlons-en : <http://www.arpenteurs.fr/Parlons-en>
- Contact : contact@arpenteurs.fr
- l'ODENORE: <http://odenore.msh-alpes.fr/>
- Médecins du Monde: <http://www.medecinsdumonde.org>

« Parlons-en », un lieu de parole et de débat rassemblant précaires, associations, institutions et citoyens- Compte-rendu établi par « arpenteurs » - 7 Juillet 2011